

**Séance ordinaire du
lundi 11 décembre 2023**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Réhabilitation du skate-park de Grammont et création d'un centre
d'entraînement BMX freestyle - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) -
Exercice 2022 - Avenant n° 4 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage
entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Situé à l'est de la Ville de Montpellier, à proximité immédiate du Zénith et des équipements sportifs attenants, le skate-park de Grammont créé en 1992 proposait l'un des premiers bowls en béton français. Au fil du temps, le site a acquis une certaine renommée au niveau régional et national.

Face aux évolutions des formes de pratiques, ainsi qu'aux nouvelles exigences des utilisateurs et des instances sportives, la Ville de Montpellier a mis en œuvre un important programme de modernisation de l'équipement afin de créer un grand complexe de glisse qui réunit un espace grand public pour les passionnés de glisse et un espace dédié à la pratique du haut niveau dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Par décision n° VD2018-291 en date du 25 septembre 2018, la Ville de Montpellier a autorisé la signature d'une convention de mandat conclue avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la mise en œuvre du programme de modernisation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de pratique du BMX Freestyle.

Par décision n° VD2019-602 en date du 24 décembre 2019, le mandat a fait l'objet d'un avenant n° 1 ayant eu pour effet d'augmenter l'enveloppe prévisionnelle de la convention de mandat à hauteur de 4 503 334,00 € HT (valeur janvier 2018), et de réviser les modalités de versement de l'avance de trésorerie.

Par délibération n° V2021-144 en date du 12 avril 2021, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le CRAC 2019 ayant eu pour effet d'augmenter l'enveloppe prévisionnelle de la convention de mandat à hauteur de 4 831 031,00 € HT (valeur décembre 2019), et autorisé la signature de l'avenant n° 2 qui prend en compte les modifications du programme ainsi que l'augmentation de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

Par délibération n° V2022-056 en date du 1^{er} février 2022, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le CRAC 2020, dont les principales évolutions sont une augmentation des dépenses à engager par la SA3M pour un montant de 4 857 500,00 € HT (valeur décembre 2020).

Par délibération n° V2023-137 en date du 4 avril 2023, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le CRAC 2021, dont les principales évolutions sont une augmentation des dépenses à engager par la SA3M, pour un montant de 5 489 930,00 € HT (valeur janvier 2022). Le bilan proposé à la délibération tient compte de ces modifications.

L'année 2022 a été consacrée à la réalisation des tâches suivantes :

- Elaboration de la notice hydraulique du permis de construire ;
- Obtention du permis de construire et purge du délai de recours ;
- Mise au point du dossier de consultation entreprises ;
- Consultation des entreprises travaux, en deux fois, la première consultation ayant dû être déclarée sans suite. Le contexte fortement inflationniste observé au premier trimestre 2022 a amené à déclarer les offres inacceptables ou à devoir reprendre les documents de consultation pour adapter les indices de révision de prix ;
- Commande des modules du BMX Park complémentaires à ceux déjà réalisés et mis en œuvre sur le site provisoire.

Le bilan proposé au CRAC 2022 prévoit une augmentation de 199 027,00 € HT par rapport au bilan approuvé au CRAC 2021. Il est désormais fixé à 5 688 957,00 € HT. Cette augmentation correspond :

- À la prise en compte de l'actualisation des montants prévisionnels du mandat en valeur janvier 2023, conformément aux termes du contrat de mandat ;
- À l'anticipation des montants de révisions attendues à la clôture des marchés de travaux d'ici fin 2023 ;
- À l'ajustement de l'enveloppe frais divers pour tenir compte de prestations complémentaires demandées par le mandant dans le cadre de la finalisation de l'équipement (fresque artistique réalisée par Mode2, ajout de bâches de communication sur les modules de BMX).

Il est proposé d'acter ces modifications par un avenant n° 4 au contrat de mandat initial.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le CRAC 2022 dont les principales évolutions sont une augmentation des dépenses à engager par la SA3M, pour un montant de 5 688 957,00 € HT (valeur janvier 2023) ;
- D'approuver les termes de l'avenant n° 4 qui prend en compte l'augmentation de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 39 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet avenant 4 v02.doc
- 02928_CRAC_2022_VD.pdf
- 2928 CRAC 2022 BILAN DETAILLE.pdf
- 2928 CRAC 2022 BILAN SYNTHESE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231211-253986-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/23
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.